

仏政府、「フレンチ・テック」振興策を発表

仏政府は1月29日、ハイテク産業企業を認定する「フレンチ・テック」マーク制度の新たな振興策を発表した。

まず、経済省が、同日中に、サイトを通じて「フレンチ・テック」の国際化プロジェクトの募集を開始した。「フレンチ・テック」に関するイベント開催のプロジェクトを募集、予算は1500万ユーロに上る。この枠で、国外の投資家や、法曹関係者、起業家、ジャーナリストに仏スタートアップ企業を紹介する「ディカバリー・ツアー」の開催などが行われる見通し。

次いで、世界中に数カ所設置されている「フレンチ・テック」振興組織である「フレンチ・テック・ハブ」が強化される。追加の公的資金は投入せず、参加する官民の当事者らの協力体制を強化することを狙う。「フレンチ・テック・ハブ」は、既にサンフランシスコとボストンに設置されているが、ロンドン、シンガポール、ソウル、テルアビブ、サンパウロ、チュニス、ダカールなどにも展開する計画。

また、外国の若い起業家の誘致を目的とした「フレンチ・テック・チケット」制度が開始される。フランスで学業を終えた留学生を含めて、34歳以下の外国人による起業計画を募集。採用された人には、1年期限の滞在許可証と、1年間で月額1500ユーロの奨励金を支給する（複数人による共同起業計画の場合は最高で月額4500ユーロを支給）。インキュベーターへの入居の支援やメンターの任命なども行われ、行政手続きにはワンストップ窓口を提供する。2015年にも最初の採用計画を決定する予定で、将来的には年間で100-150件の起業計画の誘致を目指す。

Les Echos 2015-01-30

【原文】

La French Tech à l'offensive à l'international

NICOLAS RAULINE

De nouvelles mesures ont été présentées hier.

La French Tech ne veut pas faire retomber le soufflé. Dans la foulée du CES de Las Vegas, le Salon de l'électronique où elle a été cette année largement représentée, de nouvelles initiatives ont été annoncées hier, à l'occasion de la présentation des vœux d'Emmanuel Macron et d'Axelle Lemaire à l'écosystème numérique. Et l'année 2015 sera celle de l'international pour la French Tech. « La marque s'est installée, indique-t-on au cabinet d'Axelle Lemaire. On sent que le message prend, même aux

Etats-Unis ou au Royaume-Uni. Il faut désormais finaliser certains outils. »

Premier de ces outils à être mis en place : un appel à manifestation d'intérêt a été lancé hier sur le site du ministère de l'Economie, concernant l'attractivité internationale de la French Tech. Doté de 15 millions d'euros, il s'agit là du volet événementiel de la French Tech, qui vient s'ajouter aux 200 millions mobilisés pour les métropoles régionales, les écosystèmes et les incubateurs. Les acteurs du numérique peuvent proposer leurs idées sur une plate-forme dédiée. C'est ainsi que des « discovery tours » pourraient être organisés pour présenter les start-up françaises à des investisseurs, juristes, entrepreneurs ou journalistes étrangers, comme cela avait été le cas en juin quand une délégation américaine avait été reçue à l'Elysée, à l'école 42 ou encore au Numa, l'incubateur parisien.

Des « hubs » renforcés

Deuxième mesure : les French Tech Hubs vont être renforcés, sans toutefois mobiliser de fonds publics supplémentaires. « Il s'agit de créer une dynamique, de structurer des acteurs, publics ou privés, déjà présents sur place et de regrouper leurs projets sous la bannière French Tech », explique le cabinet d'Axelle Lemaire. Alors que des French Tech Hubs existent déjà à San Francisco et à Boston, les grands spots internationaux comme Londres, Singapour, Séoul ou Tel-Aviv sont visés, ainsi que des villes à fort potentiel, comme Sao Paulo, Tunis ou Dakar.

Enfin, le gouvernement a défini les contours du French Tech Ticket, un dispositif destiné à attirer les jeunes entrepreneurs étrangers. Sous réserve de la disponibilité des fonds – le budget annuel est évalué entre 5 et 6 millions d'euros, pris en charge par bpiFrance sur son volet innovation –, la première « promotion » de ce French Tech Ticket pourrait voir le jour avant la fin de l'année.

Attirer les talents

Le dispositif est réservé aux jeunes entrepreneurs étrangers de moins de 35 ans et peut s'appliquer aux étudiants qui finissent leur cursus en France. Avec un objectif d'accueil de 100 à 150 start-up par an à plein régime, le French Tech Ticket donnera à chaque entrepreneur un titre de séjour d'un an, une bourse de 1.500 euros par mois pendant un an (doublée, voire triplée s'il y a deux ou trois cofondateurs), une aide à l'installation et l'hébergement de l'entreprise dans un incubateur, à Paris ou en région, selon les besoins. Les arrivants seront aussi parrainés par un mentor, chargé de faire le lien avec l'écosystème, et disposeront d'un référent unique au sein de l'Etat pour les formalités administratives.

L'année 2015 devrait aussi être, pour la French Tech, l'année du rapprochement avec les grands groupes. Axelle Lemaire rencontre, en ce moment, trois ou quatre grands

patrons français par semaine pour évoquer le sujet. Ces échanges pourraient déboucher, avant la fin de l'année, sur une charte d'engagement des grands groupes pour accompagner les start-up à l'international, les financer, les incuber ou encore mener ensemble des projets de recherche.